

**NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE
D'AVRIL 2009**

QUELQUES CHIFFRES-CLES DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE
(Montants en milliards de francs CFA)

Données annuelles	PIB 2009 (Projection)	10 294
	Taux de croissance réelle du PIB 2009 en % (Projection)	2,5
	Taux d'inflation 2009 en % (Projection)	3,0
	PIB 2008 (estimation)	10481
	Taux de croissance du PIB réel 2008 en % (estimation)	3,4
	Taux d'inflation 2008 en % (réalisation)	5,3
	Recettes internes de l'exercice 2007 (loi de règlement)	1935,8
	Recettes internes de l'exercice 2008 (estimation Tableau de Bord des Finances Publiques)	2182,0
	dont Recettes pétrolières	810,0
Recettes non pétrolières	1371,7	
Données mensuelles (Avril 2009)	Variation des prix par rapport à mars 2009 à Yaoundé (en %)	0,1
	Variation des prix par rapport à mars 2009 à Douala (en %)	0,6
	Balance commerciale	n.d.
	Balance commerciale hors pétrole	-94,2
	Recettes budgétaires	195,8
	dont Recettes non pétrolières	111,2
	Solde de base	-59,9

Sommaire

	Pages		Pages
Vue d'ensemble	2	Situation monétaire	10
Commerce extérieur	3	Marché monétaire et secteur financier	12
Finances publiques	7	Informations socio-économiques	15

VUE D'ENSEMBLE

Commerce extérieur

La balance commerciale hors pétrole du mois d'avril 2009 reste déficitaire et se situe à -94,2 milliards. Elle se dégrade de 11,5 milliards par rapport au mois précédent, en raison principalement d'une baisse de 20,8% des exportations. Par rapport au mois d'avril 2008, la balance commerciale se détériore également, de 24,4 milliards sous l'effet conjugué d'une hausse des importations et d'une baisse des exportations. De même, en se situant à -365,7 milliards sur l'ensemble des quatre premiers mois de l'année 2009, le solde commercial hors pétrole se dégrade de 36,5 milliards par rapport à la même période de l'année 2008.

Finances publiques

Les recettes budgétaires internes du mois d'avril 2009 se chiffrent à 195,8 milliards, en diminution de 19,6 milliards par rapport au mois de mars. Cette situation est imputable aux recettes non pétrolières qui régressent de 84,1 milliards. Par contre, les recettes pétrolières, grâce à l'encaissement de l'impôt sur les sociétés pétrolières, enregistrent une hausse de 64,5 milliards.

Le cumul des recettes budgétaires internes au terme des quatre premiers mois de l'exercice 2009 s'élève 627,5 milliards, en baisse de 102,7 milliards par rapport à la même période de l'exercice 2008. Cette diminution est la résultante d'une baisse de 123,4 milliards des recettes pétrolières et d'une hausse de 20,7 milliards de recettes non pétrolières.

Les dépenses totales effectuées au cours du mois d'avril 2009 se chiffrent à 205,9 milliards, en augmentation de 28,3 milliards par rapport au mois précédent. Cette hausse est observable sur l'ensemble des postes de dépenses. Ainsi, les dépenses courantes induites par les achats de biens et services et les transferts et pensions augmentent de 17,5 milliards, les dépenses d'investissement sur ressources propres s'accroissent de 6,4 milliards et le service de la dette publique de 11,8 milliards.

Au terme des quatre premiers mois de l'exercice 2009, les dépenses publiques cumulées s'élèvent à 594 milliards contre 582,4 milliards à la même période de l'exercice antérieur, augmentant ainsi de 2% sous l'effet d'une hausse des dépenses de personnel, des transferts et pensions et des dépenses d'investissement sur ressources propres.

Situation monétaire

Les avoirs extérieurs nets s'élèvent à 1780 milliards à fin avril 2009 et augmentent de 3,8% par rapport au mois de mars. Le crédit intérieur est également en hausse, de 4,8% et s'établit à 646 milliards contre 643 milliards le mois précédent. Cette progression est le résultat d'une augmentation de 0,9% de crédit à l'économie et d'une baisse de 1,2% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat.

Résultante de ces évolutions, la masse monétaire (M2) progresse de 2,3% pour se situer à 2115 milliards à fin avril 2009, contre 2068 milliards à fin mars 2009. De même, en glissement annuel, la masse monétaire progresse de 13,7%.

Marché monétaire et secteur financier

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit reste sur une pente ascendante en s'établissant à 9858 millions en avril 2009 contre 5662 millions en mars 2009, 3690 millions en février 2009, 351 millions en janvier 2009 et 345 millions en glissement annuel. Les établissements de crédit éligibles et institutions financières publiques ont effectué des placements à la BEAC pour un montant total de 179 milliards en avril 2009, contre 210 milliards en mars 2009. Le taux de couverture de la monnaie se stabilise à 93,6% au cours du premier trimestre 2009, le minimum statutaire étant de 20%.

Informations socio économiques

Par rapport au mois de mars 2009, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 0,2% en avril 2009 à Yaoundé et de 0,6% à Douala. En glissement annuel, les prix progressent de 4,6% à Yaoundé et de 3,9% à Douala, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires, des dépenses d'éducation et loisirs et des dépenses d'habillement et chaussures.

Balance commerciale

L'ensemble des échanges commerciaux hors pétrole est évalué à 199,3 milliards au mois d'avril 2009, enregistrant ainsi un recul de 7,5% par rapport au mois de mars 2009. Ces transactions sont constituées à 73,6% des importations et se soldent par un déficit de 94,2 milliards. Comparé au mois de mars 2009, ce déficit se creuse de 11,5 milliards. Le taux de couverture des exportations par les importations hors pétrole enregistre, une détérioration de près de 9 points entre mars et avril 2009.

Par rapport au mois d'avril 2008, le déficit commercial hors pétrole s'est aggravé de 24,4 milliards, résultante d'une baisse sensible des exportations (-27,2%) combinée et d'une hausse de 3,4% des importations.

Sur les quatre premiers mois de l'année 2009, le déficit commercial se creuse de 36,5 milliards par rapport à la même période de l'exercice 2008.

Exportations

Les exportations hors pétrole chiffrèrent à 52,5 milliards en avril 2009, soit une baisse de 20,8% par rapport à mars 2009 et de 27,2% en glissement annuel.

En termes de structure, ces exportations sont composées à 77,1% de 8 principaux groupes de produits : les bois et ouvrages en bois (25,3% du total des exportations hors pétrole), les carburants et lubrifiants (17,2%), le coton brut (11,8%), le café (6,4%), la banane fraîche (4,8%), le cacao brut en fèves (4,6%), le caoutchouc brut (3,6%) et l'aluminium brut (3,3%).

Les exportations de café et de coton brut restent sur la tendance haussière observée depuis le début d'année. En se chiffrant à 3,4 milliards et 6,2 milliards, les exportations de café et de coton brut enregistrent une hausse de 88,5% et de 31,2% par rapport au mois de mars 2009. Cette augmentation s'explique principalement par un accroissement des quantités (+104% et +32,8% respectivement pour le café et le coton brut). Les cours de ces deux produits ont toutefois reculé dans la période sous revue.

Par contre, les exportations du cacao brut en fèves et d'aluminium brut sont sur une tendance baissière. Cette baisse se justifierait

par la diminution des quantités en liaison avec la fin de la principale campagne cacaoyère 2008/2009. La conjoncture morose de l'aluminium brut est également due à une diminution de la production sous l'effet conjugué d'une baisse de la demande et d'un effondrement des cours sur le marché mondial.

Par rapport au mois de mars 2009, les exportations du caoutchouc brut progressent de 15,3% pour se situer à 1,9 milliard. En glissement annuel, elles enregistrent plutôt une baisse de 5,9% en raison des difficultés dans le secteur de l'automobile qui affectent négativement les cours.

Les exportations de banane fraîche et celles des carburants et lubrifiants enregistrent un fléchissement en avril 2009. Les ventes de ces produits se sont établies à 2,5 milliards et 9,1 milliards respectivement, soit des baisses de 16,6% pour la banane et de 48,3% pour les carburants et lubrifiants. En glissement annuel, les exportations de banane fraîche se maintiennent sur une tendance baissière alors que celles des carburants et lubrifiants enregistrent une hausse sensible de 25,5%.

Les exportations de bois et ouvrages en bois sont évaluées à 13,3 milliards, avec 8,7 milliards pour le bois scié, 2,4 milliards pour le bois brut en grume, 1,8 milliard pour les feuilles de placages en bois. Si pour le bois brut une baisse est observée (-1,4%) par rapport à mars 2009, les feuilles de placages en bois et le bois scié enregistrent par contre un accroissement de 43% et de 0,4% respectivement. Malgré ces évolutions, il est à signaler que ce secteur subit de plein fouet les effets de la crise actuelle. Par rapport au mois d'avril 2008, on note une baisse sur quasiment tous ces produits (-60,1% pour le bois brut, -57,1% pour le bois scié et -27,2% pour les feuilles de placages en bois).

En dehors de ces produits, les exportations de certains produits des industries locales se sont également inscrites en hausse, notamment les tôles en aluminium (+56,5% en quantité et +46,7% en valeur), les savons de ménage en morceaux (+52,6% et 62,5%), le ciment (+52,6% et 75,1%), les huiles de palme brute ou raffinée (+251,7% et +221,9%).

Tableau 1 : Principaux produits exportés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA

Libellés	Période		avril-08		mars-09		avril-09		Variation	
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Bananes fraîches	44 897	5 840	23 230	3 024	19 601	2 522	-15,6	-16,6	-56,3	-56,8
Café	4 404	4 130	2 267	1 794	4 624	3 381	104,0	88,5	5,0	-18,1
dont café arabica	595	737	327	376	394	468	20,6	24,7	-33,7	-36,4
café robusta	3 774	3 350	1 924	1 391	4 230	2 913	119,8	109,3	12,1	-13,1
Huile de palme brute ou raffinée	745	685	155	132	545	424	251,7	221,9	-26,9	-38,1
Cacao brut en fèves	2 508	1 712	4 547	3 045	3 595	2 412	-20,9	-20,8	43,3	40,9
Pâte de cacao	240	281	1 097	1 581	638	922	-41,8	-41,7	165,9	228,4
Beurre de cacao	337	404	891	1 421	416	603	-53,3	-57,6	23,5	49,4
Bières	1 538	483	1 825	562	616	200	-66,2	-64,4	-59,9	-58,6
Ciments	1 240	176	1 471	145	2 245	255	52,6	75,1	81,0	45,0
Huiles brutes de pétrole	429 885	114 115	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	16 765	7 221	38 619	17 533	20 272	9 059	-47,5	-48,3	20,9	25,5
Savons de ménage en morceaux	1 454	854	1 815	955	2 771	1 552	52,6	62,5	90,5	81,7
Caoutchouc brut	2 578	2 001	2 623	1 634	3 063	1 884	16,8	15,3	18,8	-5,9
Bois et ouvrages en bois	117 259	29 608	62 911	12 595	61 192	13 272	-2,7	5,4	-47,8	-55,2
Bois brut (grumes)	56	5 915	36 179	2 394	35 567	2 360	-1,7	-1,4	-36,8	-60,1
Bois sciés	70	20 357	36 601	8 687	96 873	8 724	164,7	0,4	38,9	-57,1
Feuilles de placage en bois	2 178	2 528	1 058	1 286	1 607	1 839	51,9	43,0	-26,2	-27,2
Coton brut	8 645	5 333	7 015	4 743	9 316	6 223	32,8	31,2	7,8	16,7
Articles de transport & d'emballage	2 025	594	3 449	1 115	2 991	965	-13,3	-13,5	47,7	62,4
Aluminium brut	2 436	2 836	2 863	1 873	2 631	1 737	-8,1	-7,2	8,0	-38,7
Tôles en aluminium	395	780	165	266	258	390	56,5	46,7	-34,6	-50,0
Constructions et parties de	545	889	508	798	373	550	-26,6	-31,0	-31,5	-38,1
Total des exportations hors pétrole		72 210		66 360		52 549		-20,8		-27,2
Total général des exportations		186 325		66 360		52 549		NC		NC

Légende: * = quantités de bois en mètres cubes

Importations

En avril 2009, les importations hors pétrole s'élevaient à 146,7 milliards contre 149,1 milliards en mars, soit une baisse de 1,6%. Cette baisse est due à celle de certains produits alimentaires destinés à la consommation des ménages, notamment les poissons de mer congelés, les produits céréaliers, etc.

En termes de structure, les importations hors pétrole d'avril 2009 sont composées essentiellement de produits alimentaires (25,4% du total des importations hors pétrole), des machines et appareils mécaniques ou électriques (19,6%), des véhicules et pièces détachées (10,6%), des matériaux de construction (7,3%) et des produits minéraux (9,9%).

Les importations des produits alimentaires sont à 37,3 milliards contre 50,8 milliards en mars 2009, soit une diminution de 26,6% en liaison avec la baisse des achats des poissons de mer congelés (-68,4%), du riz (-6,4%), des autres froments et méteils (-29,5%), des huiles brutes ou raffinées (-30,2%), des sucres et sucreries (-9,3%).

D'un montant de 28,8 milliards, les importations des machines et appareils

mécaniques ou électriques sont en hausse de 28,3% par rapport au mois précédent et de 11% par rapport à avril 2008. Ces importations, qui représentent 19,6% de la valeur totale des importations hors pétrole, sont composées à 67,6% des machines et appareils mécaniques et à 32,4% des machines et appareils électriques. Les achats de ces deux groupes de produits se sont accrus par rapport au mois de mars 2009 (+36,7% pour les machines et appareils mécaniques et +13,5% pour les machines et appareils électriques). En glissement annuel, ces évolutions sont plutôt contrastées. L'on note une hausse en valeur de 19,9% pour les machines et appareils mécaniques et un repli de 4% pour les machines et appareils électriques.

Les importations de matériaux de construction sont évaluées à 12,8 milliards, en hausse de 39,0% par rapport au mois précédent et de 27,2% par rapport au mois d'avril 2008. Ces importations sont principalement composées d'ouvrages en fonte, fer ou acier (27,7%), de fonte, fer et/ou acier (30,8%), de l'aluminium et ouvrages en aluminium (8,4%), des produits céramiques (8,5%), des ouvrages divers en métaux communs (9,9%). La diminution des

importations de matériaux de construction est imputable à celle de la fonte, du fer et acier et de leurs ouvrages.

Par rapport au mois de mars 2009, les importations de véhicules et pièces détachées ont enregistré une hausse de 19,1% pour s'élever à 15,5 milliards. Cette tendance est également observée en glissement annuel avec un accroissement de 22,7%.

Les importations de produits minéraux hors huile brute de pétrole enregistrent un accroissement de 55,8% en valeur

comparativement au mois précédent et de 74,7% par rapport au mois d'avril 2008. Ces évolutions sont la conséquence d'une augmentation sensible des achats de clinker et d'une reprise des cours du pétrole.

Les achats des produits des industries chimiques, par contre, fléchissent suite à une diminution sensible des importations des engrais, des produits pharmaceutiques, des parfums et produits de beauté, des insecticides, fongicides et herbicides.

Tableau 2 : Principaux produits importés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA

Période	avril-08		mars-09		avril-09		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Poissons de mer congelés	9 507	4 848	25 634	14 905	9 177	4 709	-64,2	-68,4	-3,5	-2,9
Laït en poudre ou concentré	1 293	2 396	798	1 086	836	1 083	4,8	-0,3	-35,3	-54,8
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	<i>11 171</i>	<i>7 684</i>	<i>26 828</i>	<i>16 346</i>	<i>10 351</i>	<i>6 112</i>	-61,4	-62,6	-7,3	-20,5
Céréales	103 466	24 483	85 788	17 900	78 044	15 648	-9,0	-12,6	-24,6	-36,1
Riz	69 202	16 372	53 079	12 328	48 976	11 541	-7,7	-6,4	-29,2	-29,5
Produits de la minoterie; malt	10 223	4 855	8 675	3 562	10 333	4 149	19,1	16,5	1,1	-14,5
Malt non torréfié	7 555	3 730	6 112	2 699	6 989	3 105	14,4	15,0	-7,5	-16,8
<i>Produits du règne végétal</i>	<i>114 172</i>	<i>29 805</i>	<i>94 936</i>	<i>22 008</i>	<i>89 395</i>	<i>20 737</i>	-5,8	-5,8	-21,7	-30,4
Huiles brutes ou raffinées	3 525	1 518	3 063	1 273	1 979	888	-35,4	-30,2	-43,9	-41,5
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	<i>4 269</i>	<i>1 902</i>	<i>3 651</i>	<i>1 555</i>	<i>2 443</i>	<i>1 154</i>	-33,1	-25,8	-42,8	-39,3
Sucres et sucreries	308	158	5 706	2 452	4 775	2 224	-16,3	-9,3	1450,1	1304,5
Boissons; liquides alcooliques	1 615	773	1 665	820	2 282	1 175	37,0	43,3	41,3	52,0
Cigares et cigarettes	199	982	311	2 317	130	1 003	-58,1	-56,7	-34,6	2,1
<i>Produits alimentaires industriels</i>	<i>11 227</i>	<i>6 625</i>	<i>17 226</i>	<i>10 896</i>	<i>14 625</i>	<i>9 279</i>	-15,1	-14,8	30,3	40,1
Clinkers	115	12	66 200	4 009	81 620	4 725	23,3	17,9	NC	NC
Hydrocarbures	7 562	2 821	13 743	3 594	24 563	6 900	78,7	92,0	224,8	144,6
Huiles brutes de pétrole	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	3 075	1 190	4 865	1 185	14 706	4 313	202,3	263,9	378,3	262,5
<i>Produits minéraux</i>	<i>99 519</i>	<i>8 298</i>	<i>105 486</i>	<i>9 307</i>	<i>158 031</i>	<i>14 499</i>	49,8	55,8	58,8	74,7
Produits chimiques inorganiques	5 656	1 233	11 777	2 509	13 320	3 171	13,1	26,4	135,5	157,3
Produits chimiques organiques	688	1 010	973	719	1 888	1 605	94,0	123,3	174,3	58,9
Produits pharmaceutiques	328	4 209	1 127	7 473	664	5 133	-41,1	-31,3	102,6	22,0
Engrais	16 765	3 958	16 687	3 866	719	350	-95,7	-91,0	-95,7	-91,2
<i>Produits des industries chimiques</i>	<i>27 102</i>	<i>16 566</i>	<i>35 524</i>	<i>23 899</i>	<i>21 870</i>	<i>18 015</i>	-38,4	-24,6	-19,3	8,7
Matières plastiques	4 849	4 951	4 873	4 409	5 668	4 780	16,3	8,4	16,9	-3,5
Caoutchouc	1 483	3 806	1 528	2 313	1 281	2 311	-16,2	-0,1	-13,6	-39,3
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	<i>6 331</i>	<i>8 757</i>	<i>6 401</i>	<i>6 723</i>	<i>6 949</i>	<i>7 091</i>	8,6	5,5	9,8	-19,0
Friperie	3 018	2 521	2 997	2 286	3 668	2 743	22,4	20,0	21,5	8,8
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	<i>4 682</i>	<i>5 194</i>	<i>5 072</i>	<i>4 547</i>	<i>5 217</i>	<i>5 029</i>	2,9	10,6	11,4	-3,2
Produits céramiques	5 521	993	9 371	1 603	6 556	1 088	-30,0	-32,1	18,8	9,6
<i>Ouvrages en pierre, ciment et verre</i>	<i>7 571</i>	<i>1 758</i>	<i>11 977</i>	<i>2 439</i>	<i>10 700</i>	<i>2 139</i>	-10,7	-12,3	41,3	21,7
Fonte, fer et acier	5 058	2 482	5 551	1 908	12 896	3 953	132,3	107,2	154,9	59,3
Ouvrages en fonte, fer et acier	2 970	4 162	2 585	2 921	2 304	3 554	-10,9	21,7	-22,4	-14,6
<i>Métaux communs et leurs ouvrages...</i>	<i>9 103</i>	<i>8 341</i>	<i>9 143</i>	<i>6 801</i>	<i>16 532</i>	<i>10 703</i>	80,8	57,4	81,6	28,3
Machines et appareils mécaniques	2 802	16 235	2 519	14 238	4 303	19 470	70,8	36,7	53,6	19,9
Machines et appareils électriques	2 376	9 708	2 307	8 212	2 554	9 324	10,7	13,5	7,5	-4,0
<i>Machines et appareils mécaniques</i>	<i>5 178</i>	<i>25 944</i>	<i>4 826</i>	<i>22 450</i>	<i>6 857</i>	<i>28 794</i>	42,1	28,3	32,4	11,0
Véhicules automobiles; tracteurs	5 486	11 996	5 106	10 516	5 469	11 074	7,1	5,3	-0,3	-7,7
<i>Matériel de transport</i>	<i>5 733</i>	<i>12 653</i>	<i>6 983</i>	<i>13 036</i>	<i>16 309</i>	<i>15 520</i>	133,5	19,1	184,5	22,7
<i>Total des exportations hors pétrole</i>		<i>141 953</i>		<i>149 074</i>		<i>146 722</i>		-1,6		3,4
Total général des exportations		ND		ND		ND		NC		NC

Cours des matières premières

Cacao en fève

En dépit de la crise, les cours du cacao se sont assez bien comportés depuis le début de l'année 2009. En avril 2009, le cours moyen mensuel s'est établi à 2480,3 cents la livre, en augmentation de 1,6% par rapport au mois précédent mais en diminution de 4,5% en glissement annuel. Des réelles incertitudes pèsent cependant à court terme, du fait d'une baisse de la demande enregistrée au premier trimestre 2009. Du côté de l'offre, la production de la Côte d'Ivoire pour la campagne 2008-2009 est en diminution de 16% par rapport au niveau de la campagne précédente, ce qui pourrait légèrement atténuer les effets négatifs de la contraction de la demande sur les prix.

Café

En avril 2009, le marché du café a eu des évolutions contrastées. Les cours moyens du café arabica et du café robusta se sont établis respectivement à 115,9 et 76,9 cents la livre, soit une hausse de 5% pour l'arabica et une diminution de 0,6% pour le robusta. Ces évolutions traduisent le fragile équilibre entre l'offre et la demande créé par la réduction des récoltes en Colombie suite à des problèmes climatiques ainsi qu'à la mise en œuvre du programme de régénération des caféiers au Vietnam. En glissement annuel, les cours moyens du café sont en baisse (-12,9% pour l'arabica et -31,3% pour le robusta).

Caoutchouc brut

Après une longue période d'atonie, on assiste en avril 2009, à une légère hausse des cours du caoutchouc. Le cours moyen mensuel est estimé à 1624 dollars la tonne, en hausse de 6,4% par rapport au mois de mars 2009 et en diminution de 43,1% en glissement annuel. Cependant, ce cours moyen reste très en deçà du pic de 3320 dollars la tonne observé en

juin 2008. Cette évolution est imputable à la contraction de la consommation mondiale de caoutchouc qui est directement liée aux effets de la crise sur les ventes de voitures et la demande de pneumatiques (70% de l'usage final du caoutchouc).

Huile de palme

En avril 2009, les cours de l'huile de palme ont augmenté de 17,3% pour se situer à 700 dollars la tonne. La fermeté des cours s'explique par les inquiétudes sur l'offre mondiale de l'huile de palme. En effet, selon les analystes, les premiers producteurs mondiaux d'huile de palme, l'Indonésie et la Malaisie, pourront voir leur production chuter sur la période avril-juin diminuant les stocks de plus de 50% sur la période. En glissement annuel, ces cours ont reculé de 40,4%.

Aluminium brut

Le cours moyen mensuel de l'aluminium brut a chuté de 57% entre juillet 2008 et février 2009. Mais, depuis le mois de mars 2009, on observe une légère reprise. En avril ce cours moyen s'est établi à 1421 dollars la tonne, en augmentation de 6,4% par rapport au mois de mars 2009 mais en diminution de 52% en glissement annuel. Cette reprise des cours fait suite au vaste programme de réduction de la production engagé par les aluminiers. Toutefois, le secteur reste plombé par un important stock et par les sombres perspectives dans le secteur automobile.

Pétrole brut

En avril 2009, les cours du pétrole restent en hausse. Leur moyenne mensuelle est estimée à 50,3 dollars le baril, soit une augmentation de 7,7% par rapport au mois précédent et une diminution de 53,8% en glissement annuel. La progression du cours moyen mensuel du brut est à mettre en relation avec le recul des stocks américains et la décision de l'OPEP de maintenir ses quotas inchangés.

Tableau 3: Cours des matières premières

Produits	avr-08	mars-09	avr-09	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	c/b	c/a
Cacao en fève (\$/t)	2 596,2	2 441,1	2 480,3	1,6	-4,5
Café arabica (\$/t)	133,1	110,4	115,9	5,0	-12,9
Café robusta (\$/t)	111,9	77,4	76,9	-0,6	-31,3
Huile de palme (\$/t)	1 174,0	597,0	700,0	17,3	-40,4
Aluminium brut (\$/t)	2 959,0	1 336,0	1 421,0	6,4	-52,0
Caoutchouc (\$/t)	2 853,0	1 431,0	1 624,0	13,5	-43,1
Pétrole brut (\$/ baril)	108,8	46,7	50,3	7,7	-53,8

Source : Produitdoc_AFD, Marchés Tropicaux; site Insee

Unités utilisées : \$ dollar (Etats-Unis), £ livre sterling (G.B.), cent : \$/100, t : tonne, lb : pound (livre américaine = 0,45kg environ), Ringgits: 0,29\$.

De fin mars 2009 à fin avril 2009

Les recettes budgétaires internes enregistrées au cours du mois d'avril 2009 s'élèvent à 195,8 milliards contre 215,4 milliards au mois de mars 2009. Ces recettes sont en diminution de 19,6 milliards. L'évolution dans les principales rubriques se présente comme ci-après.

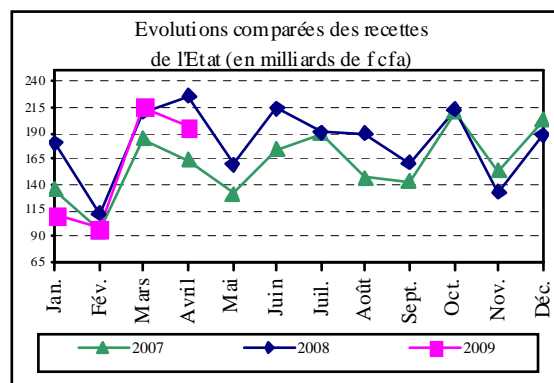
Les recettes pétrolières qui se chiffrent à 84,6 milliards sont constituées de 20,2 milliards de redevance SNH et de 64,4 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les recettes non pétrolières s'élèvent à 111,2 milliards contre 195,3 milliards le mois précédent, soit une diminution de 84,1 milliards due en grande partie par l'encaissement des soldes de l'impôt sur les sociétés non pétrolières intervenu au cours du mois de mars. Les réalisations des principales composantes se présentent ainsi qu'il suit.

Les recettes des impôts et taxes se chiffrent à 64,7 milliards contre 152,2 milliards au mois de février 2009. L'évolution au niveau des différentes rubriques se présente de la manière suivante : la TVA baisse de 3,2 milliards en passant de 25,5 milliards à 22,3 milliards au mois d'avril 2009; l'IS non pétrole diminue de 90 milliards en se chiffrant à 9,1 milliards ; la TSPP, les droits d'enregistrement et les droits d'accises augmentent respectivement de 0,5 milliard; 0,5 milliard et 0,7 milliard en s'élevant respectivement à 6,6 milliards, 4,4 milliards et 6,1 milliards.

Au niveau des recettes douanières, la hausse enclenchée en mars 2009 se poursuit. En effet, ces recettes augmentent de 2 milliards situant et se situent à 40,6 milliards en avril. Au niveau des sous-rubriques, les droits de douane à l'importation diminuent de 0,3 milliard et se situent à 18,7 milliards, tandis que la TVA à l'importation et les droits d'accises s'accroissent de 2,4 milliards d'un mois à l'autre et se chiffrent à 18,1 milliards.

Les recettes non fiscales sont en hausse de 1 milliard et s'élèvent à 6 milliards au mois d'avril 2009.



En ce qui concerne les dépenses, les paiements effectués au cours du mois d'avril 2009 s'élèvent à 205,9 milliards, en hausse de 28,3 milliards par rapport au mois précédent.

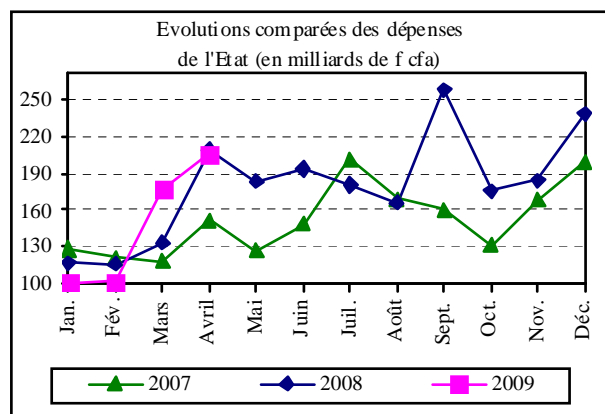
Les dépenses de personnel augmentent de 4,8 milliards et se chiffrent à 53,1 milliards.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 53,1 milliards en avril 2009 contre 50,5 milliards le mois précédent.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se situent à 36,3 milliards, contre 29,9 milliards un mois plus tôt.

Les dépenses de transferts et subventions y compris les pensions, se chiffrent à 33,2 milliards. Elles sont en augmentation de 10,1 milliards.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 28,3 milliards. Un montant de 26 milliards a été payé au titre de la dette extérieure et une enveloppe de 2,3 milliards a été affectée au paiement de la dette intérieure.



De janvier 2009 à avril 2009

Le cumul des recettes budgétaires internes à fin avril 2009 se chiffrent à 627,5 milliards. Par rapport à la même période de l'exercice précédent, ce cumul enregistre une baisse de

102,7 milliards en valeur absolue et 14,1% en valeur relative. Cette baisse est observée uniquement au niveau des recettes pétrolières touchées par la chute des cours mondiaux.

Les recettes pétrolières recouvrées à fin avril 2009 s'élèvent à 127,8 milliards contre 251,2 milliards à fin avril 2008. Elles sont en diminution de 123,4 milliards (-49,1%) entre les deux périodes.

Les recettes non pétrolières quant à elles se chiffrent à 499,7 milliards contre 479 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 20,7 milliards (+4,3%). Cette hausse ressort uniquement au niveau des recettes fiscales.

Les recettes des impôts et taxes recouvrées jusqu'à fin avril 2009 se situent à 330,9 milliards contre 313 milliards au cours de la même période de l'exercice 2008, soit une augmentation de 17,9 milliards (+5,7%). Cette hausse est observée au niveau de toutes les principales composantes : la TVA croît de 6,3%, passant de 80,4 milliards à 85,5 milliards ; l'IS non pétrole augmente de 5,9% en se situant à 120,9 milliards ; les droits d'accises haussent de 10,8% et s'établissent à 24,6 milliards ; les droits d'enregistrement s'accroissent de 2,0% et la TSPP de 8,9% avec des montants respectifs de 20,3 milliards et 25,6 milliards.

Les recettes douanières recouvrées à fin avril 2009 se chiffrent à 149,4 milliards contre 137,9 milliards un an plus tôt et sont en augmentation de 11,5 milliards (8,4%). Pour ce qui est de l'évolution des différentes composantes, les droits de douane à l'importation enregistrent une hausse de 5,1% en passant de 67 milliards à 70,4 milliards, tandis que la TVA à l'importation augmente de 11,2% et se situe à 73,7 milliards.

Les recettes non fiscales recouvrées à fin avril 2009 baissent de 6,3 milliards par rapport à la même période de l'exercice antérieur en passant de 27,5 milliards à 21,2 milliards, soit une diminution de 22,9% en valeur relative.

En matière de dépenses publiques, les paiements effectués à fin avril 2009 s'élèvent à 594 milliards contre 582,4 milliards à la même période de l'exercice antérieur, soit une hausse de 11,6 milliards.

Les dépenses de personnel se chiffrent à 194,2 milliards contre 169,4 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 24,8 milliards d'une année à l'autre.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 144 milliards, en diminution de 6,9 milliards.

Les dépenses de transferts et de pensions se situent à 70 milliards, contre 57,8 milliards à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 12,2 milliards.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à 96 milliards contre 81,9 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Le service effectif de la dette publique à fin avril 2009 s'élève à 64,5 milliards contre 97,1 milliards à fin avril 2008. Il est constitué de 40,6 milliards de dette extérieure et de 23,9 milliards de dette intérieure. En ce qui concerne la dette intérieure, les intérêts servis au cours de cette période sont de 1,9 milliard, l'amortissement du principal se situe à 5,6 milliards et les paiements d'arriérés sont de 6,9 milliards. A fin avril 2009, les remboursements de crédits de TVA sont de 9,5 milliards, contre 15,1 milliards pour la même période de l'exercice antérieur.

Le flux de financement extérieur enregistre un solde net négatif de 22,5 milliards à fin avril 2009. Il résulte des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs pour un montant de 7,6 milliards correspondant essentiellement aux prêts projets, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure pour un montant de 30,1 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) se traduit par une baisse des engagements de l'Etat de 52,1 milliards, contre une diminution de 175,5 milliards à fin mars 2009.

Tableau 4: Statistiques des finances publiques (en milliards de francs CFA)

RUBRIQUES	avr-08	mars-09	avr-09	jan-avr.08	jan-avr.09	Variation(en %)			Variations (en chiffres)		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
RECETTES											
I-Recettes pétrolières	120,1	20,1	84,6	251,2	127,8	-29,6	320,9	-49,1	-35,5	64,5	-123,4
1-Redevance SNH	79,1	20,1	20,2	210,2	63,3	-74,5	0,5	-69,9	-58,9	0,1	-146,9
2- IS pétrole	41,0	0,0	64,4	41,0	64,4	0,0			23,4	64,4	23,4
II- Recettes non pétrolières	107,0	195,3	111,2	479,0	499,7	3,9	-43,1	4,3	4,2	-84,1	20,7
1- Recettes fiscales	97,3	190,8	105,4	450,9	480,4	8,3	-44,8	6,5	8,1	-85,4	29,5
a- Recettes des impôts et taxes	59,8	152,2	64,7	313,0	330,9	8,3	-57,5	5,7	4,9	-87,5	17,9
dont -TVA	20,6	25,5	22,3	80,4	85,5	8,3	-12,5	6,3	1,7	-3,2	5,1
-IS non pétrole	7,5	99,1	9,1	114,2	120,9	21,3	-90,8	5,9	1,6	-90,0	6,7
-Droits d'accises	5,6	5,4	6,1	22,2	24,6	8,9	13,0	10,8	0,5	0,7	2,4
-Droits d'enreg.et timbre	5,7	3,9	4,4	19,9	20,3	-22,8	12,8	2,0	-1,3	0,5	0,4
- TSPP	6,4	6,1	6,6	23,5	25,6	3,1	8,2	8,9	0,2	0,5	2,1
b- Recettes douanières	37,5	38,6	40,6	137,9	149,4	8,4	5,3	8,4	3,1	2,0	11,5
dont - droit de douane à l'importation	18,3	19,0	18,7	67,0	70,4	2,2	-1,6	5,1	0,4	-0,3	3,4
-TVA import.+Dts d'ac./import	17,8	18,1	20,5	66,3	73,7	15,2	13,3	11,2	2,7	2,4	7,4
2- Recettes non fiscales	9,5	5,0	6,0	27,5	21,2	-36,8	20,0	-22,9	-3,5	1,0	-6,3
3- Effets à l'encaissement	0,2	-0,5	-0,2	0,6	-1,9		-60,0	-416,7	-0,4	0,3	-2,5
TOTAL RECETTES BUDGET.	227,1	215,4	195,8	730,2	627,5	-13,8	-9,1	-14,1	-31,3	-19,6	-102,7
DEPENSES											
I-Dépenses courantes	118,3	121,9	139,4	378,1	408,2	17,8	14,4	8,0	21,1	17,5	30,1
Dépenses de personnel	47,0	48,3	53,1	169,4	194,2	13,0	9,9	14,6	6,1	4,8	24,8
Dépenses de biens & Services	51,7	50,5	53,1	150,9	144,0	2,7	5,1	-4,6	1,4	2,6	-6,9
Transferts et pensions	19,6	23,1	33,2	57,8	70,0	69,4	43,7	21,1	13,6	10,1	12,2
II- Dépenses des investissements	47,1	36,4	39,3	103,6	114,8	-16,6	8,0	10,8	-7,8	2,9	11,2
Sur financements extérieurs	7,9	6,2	3,0	17,6	17,3	-62,0	-51,6	-1,7	-4,9	-3,2	-0,3
Sur ressource propres.	39,2	29,9	36,3	81,9	96,0	-7,4	21,4	17,2	-2,9	6,4	14,1
dont PPTE	3,3	10,3	2,8	10,8	16,8	-15,2	-72,8	55,6	-0,5	-7,5	6,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,3	0,0	4,1	1,5		-100,0	-63,4	0,0	-0,3	-2,6
III- Dépenses diverses non classées	-8,3	2,8	-1,1	3,6	6,5	-86,7	-139,3	80,6	7,2	-3,9	2,9
IV- Service de la dette publique	48,8	16,5	28,3	97,1	64,5	-42,0	71,5	-33,6	-20,5	11,8	-32,6
Dette extérieure	33,1	6,0	26,0	44,9	40,6	-21,5	333,3	-9,6	-7,1	20,0	-4,3
Dette intérieure	15,7	10,5	2,3	52,2	23,9	-85,4	-78,1	-54,2	-13,4	-8,2	-28,3
dont - amortissement du principal	5,3	5,4	0,0	20,5	5,6	-100,0		-72,7	-5,3	-5,4	-14,9
-remboursement crédits TVA	5,2	1,7	0,0	15,1	9,5	-100,0	-100,0	-37,1	-5,2	-1,7	-5,6
- arriérés intérieurs	5,1	1,5	2,3	14,2	6,9	-54,9	53,3	-51,4	-2,8	0,8	-7,3
TOTAL DEPENSES BUDGET.	205,9	177,6	205,9	582,4	594,0	0,0	15,9	2,0	0,0	28,3	11,6
SOLDE DE BASE	-43,6	60,5	-59,9	24	-0,6	37,4	-199,0	-102,5	-16,3	-120,4	-24,6

Source: MINFI/DAE/FP.

SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire à fin avril 2009 s'équilibre en ressources et emplois à 2426 milliards, contre 2360 milliards à fin mars 2009, et 2143 milliards à fin avril 2008 ; soit des hausses respectives de 2,8% 13,2%.

Les avoirs extérieurs nets augmentent de 3,6% pour s'établir à 1780 milliards à fin avril 2009, contre 1717 milliards à fin mars 2009. Cette évolution globale est tirée par une progression de 2,2% des avoirs extérieurs nets de la BEAC qui s'élèvent à 1539 milliards, amplifiée par une hausse 13,7% des avoirs extérieurs nets des banques et autres institutions bancaires qui se situent à 240 milliards. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire sont en progression de 8,8%.

En avril 2009, le crédit intérieur s'accroît de 0,6% pour se situer à 646 milliards, contre 642 milliards à fin mars 2009 et 506 milliards à fin avril 2008. Cette performance résulte d'une hausse de 0,9% des crédits à l'économie qui se chiffrent à 1308 milliards, atténuée par une baisse de 1,2% des créances nettes du système monétaire l'Etat. De la sorte, l'encours des créances nettes du système monétaire sur l'Etat a été ramené de -653 milliards à fin

mars 2009 à -662 milliards à fin avril 2009. Il était de -603 milliards à fin mars 2008.

A fin avril 2009, la structure du crédit à l'économie n'a significativement pas changé et reste composée de 88,7% de crédit au secteur privé non financier ; 9,9% aux entreprises publiques non financières et 1,4% aux institutions financières non bancaires.

La répartition des créances du système monétaire sur l'économie, selon la durée, n'a pas également changé à fin avril 2009. La part des crédits à court terme s'est stabilisée à 63,2%, contre 32,3% des crédits à moyen terme et 4,5% des crédits à long terme.

Reflétant l'évolution des contreparties, la masse monétaire (M2) a cru de 2,3% pour se situer à 2115 milliards à fin avril 2009, contre 2068 milliards à fin mars 2009. En glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 13,7%. Sa structure a légèrement changée et composée de 18,5% de la monnaie fiduciaire; 38,8% de la monnaie scripturale, et 41,7% de la quasi-monnaie.

Tableau : Situation monétaire à fin avril 2009

	avril-08	mars-09	avril-09
Total des contreparties des ressources du système monétaire	2 143	2 360	2 426
Avoirs extérieurs nets	1 636	1 718	1 780
Crédit intérieur (a+b)	506	643	646
Créances nettes sur l'Etat (a)	-603	-654	-661
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-481	-543	-545
Créances sur l'économie (b)	1 110	1 297	1 308
Secteur privé non financier	1 013	1 131	1 141
	0	0	0
Total des ressources du système monétaire	2 143	2 360	2 426
Monnaie fiduciaire	298	387	387
Monnaie scripturale:	770	831	881
Disponibilités monétaires	1 068	1 218	1 268
Quasi-monnaie	792	850	846
Banques créatrices de monnaie	789	847	843
Masse monétaire	1 860	2 068	2 115
Fonds propres	225	306	322
Autres postes nets	-57	-14	-11

Source : BEAC

Opérations interbancaires

Sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, trois opérations ont été enregistrées au mois d'avril 2009 : la première entre AFRILAND FIRST BANK, prêteuse, et NFC BANK SA, emprunteuse, portant sur un montant de 2 milliards, au taux de 5%, pour une durée de 13 jours ; la seconde, entre UBA TCHAD, prêteuse, et ECOBANK Tchad, emprunteuse, portant sur un montant de 2 milliards, au taux de 2,5% pour une durée de 91 jours, et la dernière entre FBT Tchad, prêteuse, et FBT Gabon, emprunteuse, portant sur un montant de 1 milliard, au taux de 6,5%, pour une durée de 30 jours

Injection de liquidité: Guichet A

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit a enregistré un quatrième pic en avril 2009, après les pics de mars 2009, février 2009 et de décembre 2008. Il s'établit à 9858 millions au taux de 4,50% en avril 2009, contre 5662 millions, au taux de 4,75% en mars 2009, 3690 millions en février 2009, 351 millions à fin janvier 2009, 3907 millions en décembre 2008, et 345 millions en glissement annuel. Le pic de 9858 millions observé en avril 2009 s'explique essentiellement par un accroissement spectaculaire des appels d'offres de 7 jours. Les autres guichets à savoir, les avances exceptionnelles sur certificats de placement, les prises en pensions, et les interventions ponctuelles n'ont enregistré aucune opération.

Placements des établissements de crédit à la BEAC

L'encours des placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles, et institutions financières publiques, s'est stabilisé à 179 milliards en avril 2009, contre 210 milliards en mars 2009, 212 milliards à fin février 2009, 174 milliards en janvier 2009, et 254 milliards en glissement annuel. La configuration de ces placements se présente ainsi qu'il suit en avril 2009: 59,% de ces placements est à 7 jours au taux de 1,0% ; 30% des placements est à 28 jours au taux de 1,0625% ; et 11% des placements est

à 84 jours au taux de 1,1250%. Il est à noter que ces taux sont en baisse de 0,30% par rapport aux taux appliqués au cours des mois précédents.

Guichet B : Sur ce compartiment, la BEAC accorde les prêts destinés aux investissements productifs ainsi que les crédits à court et moyen terme irrévocables. Depuis plus de deux ans, aucune opération n'a été réalisée sur ce marché. Cette situation se justifie par la rareté des emplois bancaires à moyen et long terme pouvant bénéficier d'un refinancement de la BEAC.

Situation des réserves obligatoires

Le coefficient des réserves obligatoires a été révisé à la hausse le 20 mars 2008. Il est fixé dorénavant à 11,75% pour sur les dépôts à vue (DAV), contre 10,25% précédemment et à 9,25% sur les dépôts à termes (DAT), contre 8,25% antérieurement. L'encours des réserves obligatoires des banques camerounaises s'est établi à 204 milliards au 31 mars 2009, contre 206 milliards au 28 février 2009. Il représente 33,5% des réserves libres, constituées des placements en appels d'offres négatifs et des soldes des comptes courants des banques. Il représente par ailleurs 80% des soldes des comptes courants des banques et 57% des placements en appels d'offres négatifs.

L'encours des réserves obligatoires dans la CEMAC s'est élevé à 540 milliards au 31 mars 2009, contre 542 milliards au 28 février 2009.

Engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC

Les engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC sont de deux ordres : les avances statutaires (ligne de crédit ouverte) et l'encours des crédits consolidés. Le plafond des avances statutaires au titre de l'exercice 2009 est fixé à 373 milliards, contre 318 milliards en 2008. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2009, aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit. Cette situation se justifie par l'engagement pris par le Gouvernement de continuer à limiter en 2009 le recours à toutes nouvelles avances statutaires et à émettre les titres

publics à souscription libre. L'encours des crédits consolidés sur l'Etat s'élève à 385 millions à fin avril 2009, contre 396 millions à fin mars 2009, 408 millions à fin février 2009, 446 millions à fin janvier 2009, 484 millions à fin décembre 2008, et 788 millions en glissement annuel.

Taux de couverture de la monnaie

Le taux de couverture de l'émission monétaire (rapport entre les avoirs officiels bruts en devises de la BEAC nationale et l'ensemble de ses engagements à vue), s'est stabilisé autour de 93,6% en avril 2009. Il est de 102,2% au niveau sous régionale. Le minimum statutaire exigé est de 20%.

Secteur bancaire

Globalement, l'activité bancaire s'est stabilisée au cours du mois d'avril 2009. Le bilan consolidé des 12 banques créatrices de monnaie opérant sur le territoire camerounais s'est équilibré à 2555 milliards à fin avril 2009, contre 2431 milliards à fin mars 2009. Les Fonds Propres des banques se sont stabilisés à 332 milliards.

Les créances du secteur bancaire sur l'économie ont progressé de 0,9% pour se

situer à 1245 milliards, contre 1233 milliards à fin mars 2009.

Les créances du système bancaire sur l'Etat se sont stabilisées à 106 milliards à fin avril 2009, contre 107 milliards à fin mars 2009. De son côté, l'encours des dépôts de l'Etat ont progressé de 18% pour se situer 285 milliards à fin avril 2009, contre 241 milliards à fin mars 2009, et 263 milliards à fin décembre 2008.

Par ailleurs, le taux des créances en souffrance, mesuré en rapportant les créances en souffrance sur les crédits bruts au secteur privé non financier, n'a pas changé significativement. Il se situe à 16,6% à fin avril 2009, contre 17,1% en début de période. Dans ce sens, l'encours des créances en souffrances s'établit à 169,4 milliards à fin avril 2009, contre 156 milliards en début de période. L'évolution du portefeuille des créances en souffrances à fin avril 2009 cache quelques disparités car, 17,7 milliards de ces créances ont été recouvrées ou reclassées saines et en même temps, l'on a enregistré l'entrée de nouvelles créances en souffrance à hauteur de 30,7 milliards.

Tableau : Créances en souffrance à fin avril 2009 (en millions de FCFA)

Libellé	Encours début période (jan08)	créances recouvrées et reclassées	Échéances impayées, et reclassées impayées et déchéance de terme	Encours de fin avril 2008
	0			9
Créances impayées	14121	15279	29164	28006
Créances immobilisées	398	13	2	387
Créances douteuses couvertes par la garantie de l'état				
Créances douteuses couvertes par des sûretés réelles	36335	1224	944	36055
Créances douteuses depuis moins d'un an	15001	1	932	15932
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	1381	60		1321
Créances douteuses depuis 2 à 3 ans	998	4	11	1005
Créances douteuses depuis plus de 3 ans	18955	1159	1	17797
Autres créances douteuses	103830	1138	553	103245
Créances douteuses depuis moins d'un an	24306	539	100	23867
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	26966	190	262	27038
Créances douteuses depuis plus de 2 ans	52558	409	191	52340
Créances impayées sur le crédit –bail	239	108	123	254
Créances douteuses sur le crédit –bail	1488	2		1486
Créances brutes en souffrance	156411	17764	30786	169433

Source : DAE

S'agissant de la répartition des parts de marché, l'activité bancaire reste dominée, comme par le passé, par 04 banques à savoir la BICEC, la SGBC, AFRILAND, et ex CLC qui occupent environ 68% des parts du marché du crédit et 65% des dépôts. Elles sont suivies par 03 autres banques (SCBC, CBC, ECOBANK,) qui détiennent 20% des parts du marché du crédit et 24% du marché des dépôts. Les banques restantes à savoir, CITIBANK, AMITY, UNION BANK, NATIONAL FINANCIAL BANK et UBA se contentent de 11,3% du marché du crédit et 10,6% du marché des dépôts. Les parts de marché ainsi que le

classement des banques selon l'encours des crédits et le volume des dépôts sont consignés dans le tableau 8.

En ce qui concerne les normes de gestion, les 12 banques camerounaises, bien que ne respectant pas encore le ratio sur la structure du portefeuille crédit et relatif à l'accord de classement, restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptées une banque qui affiche des fonds propres négatifs et une autre qui évolue en dehors des normes relatives à la couverture des immobilisations.

Tableau 8: Performance en matière de respect des Ratios Prudentiels à fin avril 2009

	Pour mémoire: répartition des Fonds Propres nets (en millions de FCFA)	Ratio de couverture des risques par les fonds propres (Min exigé = 8%)	Ratio de couverture des immobilisations par les capitaux permanents (Min=100%)	Rapport de structure de portefeuille-crédit (Min = 55%)	Ratio de liquidité (ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité des dettes à échoir dans un mois au plus, Min =100%)	Coefficient de transformation à long terme (Min = 50%)	Ratio de division des risques sur seul client (Max = 4,5% des Fonds Propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des clients (Max = 800% des Fonds Propres)
BICEC	29449	15	144	0	242	58	respecté	Respecté
SCBC (ex CLC)	19731	14	294	1	213	71	respecté	Respecté
SGBC	27061	12	205	0	194	69	respecté	Respecté
STD BK	13262	44	668	0	218	76	respecté	Respecté
AFRILAND Bank	20559	9	112	0	235	77	respecté	Respecté
AMITY BANK	-26451	-401	-2829	0	127	-1032	non respecté	Non respecté
CBC	18570	12	190	1	150	64	respecté	respecté
CITIBANK	13602	40	1659	9	254	1036	respecté	Respecté
ECOBANK	7023	9	104	0	318	60	non respecté	Respecté
UBC	5604	22	423	0	431	508	respecté	respecté
UBAC	3166	19	205	0	458	217	respecté	Respecté
NFC	2807	9	81	0	72	58	respecté	Respecté

Source: DAE / BEAC

Norme respectée

Norme non respectée =

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Au cours du mois d'avril 2009 à **Yaoundé**, l'indice des prix à la consommation finale des ménages est resté quasi stable par rapport au mois précédent. Cette évolution résulte des effets combinés de la hausse de 0,2% du prix des produits alimentaires et de la baisse de 0,1% des dépenses de santé et soins personnels. Les prix des autres postes de consommation sont restés stables.

Par rapport au mois d'avril 2008, l'indice des prix est en hausse de 4,6%, en relation avec les augmentations enregistrées au niveau des prix des produits alimentaires (+9,8%), des dépenses d'éducation et loisirs (+2,1%) et de celles d'habillement et chaussures (+1,1%). Toutefois, la baisse de 1,2% des dépenses de maison et de celle de 0,3% des coûts de transports et télécommunications ont contribué à freiner l'évolution d'ensemble.

Par rapport au mois de mars 2009, l'indice des prix à la consommation finale des

ménages a connu au mois d'avril 2009 à **Douala**, une augmentation de 0,6%. Cette hausse est principalement liée à l'accroissement de 1,9% des prix des produits alimentaires. Les prix des autres postes de consommation sont en régression notamment de 0,6% pour les dépenses de maison et de 0,2% pour celles de santé et soins personnels. La hausse des prix des produits alimentaires est entretenue par l'augmentation de 8,0% des prix des féculents et amidons, de 7,6% des prix des légumes, légumineuses et graines, de 1,7% des viandes, charcuteries et volailles et de 1,1% des poissons, crustacés et mollusques.

En glissement annuel, l'indice général est en hausse de 3,9% au cours du mois d'avril 2009 à Douala. Celle-ci résulte particulièrement des augmentations enregistrées au niveau des prix des postes alimentation, boissons et tabacs (+6,9%), dépenses d'Education et loisirs (+2,6%) et dépenses d'habillement et chaussures (+1,8%).